

LETTRES D. 41420. P 1112

ANNULATION DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES

ENCOURUES POUR DES FAITS POSTERIEURS

AU 1^{er} MAI 1944 ET ANTERIEURS AU 1^{er} -9-1944.

- LIBERATION de PARIS -

AC 9/9

Paris, le 1er septembre 1944

LE DIRECTEUR GENERAL

D. 41420/7

P. III2

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

A l'occasion de la libération de Paris, les sanctions disciplinaires encourues pour des faits postérieurs au 1er Mai 1944 et antérieurs au 1er septembre 1944 seront annulées à l'exception toutefois des sanctions s'appliquant à des fautes comportant l'intervention du Conseil de discipline, à des fautes entachant l'honneur ou la probité, à des faits d'ivresse et aux faits donnant lieu à l'application de l'article 55 de la Convention Collective.

Les punitions déjà prononcées seront rayées des dossiers et n'auront pas de conséquences pécuniaires; les sommes qui auraient pu être retenues en application de ces punitions seront remboursées.

SERVICES ADMINISTRATIFS

Bureau du Personnel

5 sept. 1944

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Le Directeur Général de Personnel

~~PAR AMNISTIE~~ - Copie pour AMT

~~ORLÈANS MONTLUÇON TOURS BRIVE BORDEAUX~~

~~TOULOUSE BEZIERS~~

Ateliers de TOURS PERIGUEUX BORDEAUX

AL A2 Af B C D E F H I L M PA PB

Pour application

LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL

le 1/9 1944

LE DIRECTEUR GENERAL
D.41420/7
P.1112

PARIS, le 1er septembre 1944

Messieurs les Directeurs de l'E.X. des Régions,
Messieurs les Directeurs des SCS Centraux,

A l'occasion de la libération de Paris, les sanctions disciplinaires encourues pour des faits postérieurs au 1er Mai 1944 et antérieurs au 1er septembre 1944 seront annulées à l'exception toutefois, des sanctions s'appliquant à des fautes comportant l'intervention du Conseil de discipline, à des fautes entachant l'honneur ou la probité, à des faits d'ivresse et aux faits donnant lieu à l'application de l'article 55 de la Convention Collective.

Les punitions déjà prononcées seront rayées des dossiers et n'auront pas de conséquences pécuniaires; les sommes qui auraient pu être retenues en application de ces punitions seront remboursées.

LE DIRECTEUR GENERAL
LE PRESIDENT.

PAI

ADMINISTRATIVE - Copie A.M.T. BRIVE, Pour application-

P.L. CHEF DE LA DIVISION DU SCS Gal

.....

lv PL

Copie dépôt (S.Libos)
entretiens- 41ème SE-
Dépôt Libos-postes de
visite- 42ème SE-
FC Limoges-Insp.

Copie au dépôt de :
- à l'entretien de :
- 41ème SE-

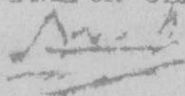
Pour prendre note et faire le nécessaire A-
Vous aurez à annuler ces punitions sur le
relevé 7r10 des intéressés et à m'adresser l'exemplaire 3 des liasses
7r4 en votre possession pour les punitions en cause.

Copie dépôt LIBOS

- poste de :
- 42ème SE
- FC LIMOGES
- M.

A titre de renseignement-

BRIVE, le 26.9.44
L'INGENIEUR CHEF D' A.M.T.



PA.1

PARIS, le 25 septembre 1944

A.M.T. à ORLEANS, MONTLUCON, TOURS, PERIGUEUX,
BORDEAUX, TOULOUSE, BEZIERS
Ateliers de TOURS, PERIGUEUX, BORDEAUX.

- PB -

ANNULATION DE PUNITIIONS

- Application de la lettre P. 1112 du 1^{er} septembre 1944 transmise le 14.9.44 -

Les sanctions disciplinaires encourues pour des faits survenus entre le 1.5.44 et le 1.9.44, à l'exception toutefois des sanctions s'appliquant à des fautes:

- comportant l'intervention du Conseil de Discipline,-
- comportant l'application de l'art. 55 de la Convention Collective,-
- entachant l'honneur ou la probité,-
- relatives à des faits d'ivresse,-

sont à annuler sur tous les documents (dossiers, fiches mobiles, etc...).

En ce qui concerne les affaires non encore réglées visant des faits qui se sont produits pendant la période considérée, l'instruction doit en être normalement achevée, le plus rapidement possible. Si la sanction envisagée est de celles qui doivent être annulées, il y a lieu de la signifier à l'intéressé en lui faisant en même temps connaître qu'elle est annulée par mesure bienveillante.

Les retenues individuelles opérées sur les primes à l'appui des punitions annulées sont à rembourser aux intéressés.

Dans ce but, les établissements dont la solde du personnel est toujours assurée par la 3^{ème} Section B du Service Central de l'Exploitation doivent adresser à celle-ci une liste nominative des agents intéressés indiquant le montant de la somme à rembourser à chacun d'eux.

Les autres établissements qui font eux-mêmes leur solde doivent porter sur la prochaine feuille de solde la somme à rembourser à chaque agent.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

MISSAGE

IV pl.

Copie Depots (par Libs)
Bretagne
41.0.8 E
Pour faire au budget de l'Etat ainsi que les établissements satellites

Copie Depots Libs
Poste X vint
41.0.8 E
PC Bureau
Traction

Bureau
Vint B
5 m +
10.00
7

Région

Modèle M 1501 Spécial - S. N. C. F.

WAGONS CHARGÉS

1° Wagons chargés transports militaires :

2° Wagons chargés, transports d'intérêt national, commerciaux et de service :

a) Wagons chargés en P. V.

dans les gares ..

dans les ports ..

dans les mines ..

TOTAL...

INTÉRÊT NATIONAL	COMMERCIAL Y COMPRIS LES SERVICES TAXÉS	SERVICE NON TAXÉ	TOTAL

b) Wagons chargés en G. V.

INTÉRÊT NATIONAL	COMMERCIAL	TOTAL

Ensemble (1° + 2° a/ et b/)... ..

3° Wagons entrés
chargés
en provenancedes Compagnies
secondaires :

de l'étranger :

d'une autre région
en G. V. :d'une autre région
en P. V. :Nombre de wagons des trafics G.V.
et P. V. particulièrement suivis (1).1° Combustibles miné-
raux.....
dont chargés dans les
mines seules.....
dont service non
taxé.....2° Produits métallur-
giques.....
dont service non taxé.3° Carburant national...
carburant poids lourds
essence minérale.....4° Céréales (blé, avoine,
maïs, seigle, orge, sar-
rasin) et farine de blé.

5° Pailles et fourrages...

6° Amendements et en-
grais

7° Minerai de fer.....

8° Vins en fûts ou en
wagons-réservoirs.....9° Animaux vivants ex-
pédiés par wagons com-
plets

10° Betteraves

11° Sucres bruts et sucres
non dénommés.....

(1) Toutes catégories de transport réunies.

BRIVE, le 4 Octobre 1944

Dépôts (sauf Libos)
Entretiens
41e S.E.

Dépôt de:
Entretien de:
41e S.E.

COPIE dépôt Libos

- Postes de visite
- 42e S.E.
- P.C. LIMOGES
- aux Inspecteurs.

Ci-après copie d'une lettre P.A.1 de M. le
Chef du Service du Matériel et de la Traction du 25 septembre 1944

ANNULATION DE PUNITIONS

-Application de la lettre P. 1112 du 1^{er} septembre 1944 transmise le
14.9.44-

"Les sanctions disciplinaires encourues pour des faits survenus
entre le 1.5.44 et le 1.9.44 à l'exception toutefois des sanctions
s'appliquant à des fautes:

- comportant l'intervention du Conseil de Discipline-
- comportant l'application de l'art.55 de la Convention collective,-
- entachant l'honneur ou la probité
- relatives à des faits d'ivresse,-

sont à annuler sur tous les documents (dossiers, fiches mobiles etc..)

En ce qui concerne les affaires non encore réglées visant des faits
qui se sont produits pendant la période considérée, l'instruction
doit être normalement achevée, le plus rapidement possible. Si la
sanction envisagée est de celles qui doivent être annulées, il y a
lieu de la signifier à l'intéressé en lui faisant en même temps
connaître qu'elle est annulée par mesure bienveillante.

Les retenues individuelles opérées sur les primes à l'appui
des punitions annulées sont à rembourser aux intéressés.

A { Dans ce but, les établissements dont la solde du personnel est
toujours assurée par la 3^{ème} Section B du Service Général de l'Ex-
ploitation doivent adresser à celle-ci une liste nominative des
agents intéressés indiquant le montant de la somme à rembourser à
chacun d'eux.

Les autres établissements qui font eux-mêmes leur solde doivent
porter sur la prochaine feuille de solde la somme à rembourser à chaque
agent."

(Suite à ma lettre du 26.9.44) Je vous
prie de faire le nécessaire au sujet de A ainsi que, le cas échéant,
pour vos Etablissements satellites.

L'INGENIEUR/CHEF D'A.M.T.

COPIE au Dépôt de Libos
- au Poste de:
- à la 42e S.E.
- PC LIMOGES
- Inspecteurs.

BRIVE, le 4 Octobre 1944.

L'INGENIEUR CHEF D'A.M.T.

Services Administratifs
Bureau du Personnel
PL/Du

Paris, le 5 décembre 1944

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Je vous informe qu'il y a lieu de soumettre à la Commission Régionale mixte de revision des punitions les cas des agents auxquels une punition a été infligée par le Directeur sans intervention du Conseil de Discipline en application des § 8° et 9° de l'Ordre Général 29 du 28 octobre 1939, pour des fautes commises postérieurement à l'armistice.

Il en est de même en ce qui concerne les cas des "voleurs légers" dont la réintégration a été décidée sur notre proposition par M. le Directeur Général, au cours des derniers mois.

P. LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST
signé: VIEL

PAL Copie pour arrt MT ORLEANS MONTLIEUX TOURS BRIVE BORDEAUX
TOULOUSE BEZIERS
ateliers TOURS PERIGUEUX BORDEAUX

Prière de vouloir bien adresser le plus rapidement possible au Bureau du Personnel PAL les dossiers de sanction disciplinaire visés au 1°.

Ci-dessous les noms des agents visés en A et pour lesquels les dossiers devront nous être également adressés:

TRIVIERE Edmond, ouvrier, entretien de Toulouse
LAPORTE Pierre, manoeuvre spécialisé, entretien de Toulouse
ROBILLARD René, manoeuvre, dépôt de Paris
LACOMBE Jean, mécanicien de manoeuvres, dépôt de Paris
BENOIST Gaston, ouvrier, dépôt d'Orléans
GOUARDON Maurice, chauffeur de manoeuvres, dépôt d'Orléans
MENEZO Pierre, mécanicien de route - 3° -
SIMON Robert, manoeuvre, entretien d'Ivry
QUILLET Léonce, chauffeur de route, dépôt de Bourges.

Vous voudrez bien m'indiquer le 15 courant, le nombre des dossiers qui vous resteront à cette date à nous adresser :

1°- dossiers des affaires antérieurement soumis au Conseil de Discipline ou réglées en application de l'article 55 de la Convention Collective;

2°- autres dossiers.

Paris, le 9 décembre 1944

LE CHEF DE LA DIVISION
DU SERVICE GENERAL

mettre
N° 100
M. AMT

IV pl.

Extrait
Délégation
M. 25
du conseil
des agents
à l'effet
de soumettre
à la Commission
Régionale mixte
de revision des
punitions les cas
des agents
auxquels une
punition a été
infligée par le
Directeur sans
intervention du
Conseil de
Discipline en
application des
§ 8° et 9° de
l'Ordre Général
29 du 28 octobre
1939, pour des
fautes commises
postérieurement
à l'armistice.

Copie P. 100
L. 100
G. 100
M. 100
N. 100
O. 100
P. 100
Q. 100
R. 100
S. 100
T. 100
U. 100
V. 100
W. 100
X. 100
Y. 100
Z. 100

Services Administratifs
Bureau du Personnel
PL/bu

Paris, le 5 décembre 1944

Monsieur le Chef du Service du Matériel
et de la Traction

Je vous informe qu'il y a lieu de soumettre à la commis-
sion Régionale mixte de revision des punitions les cas des agents
1° auxquels une punition a été infligée par le Directeur sans interven-
tion du Conseil de Discipline en application des § 8° et 9° de L'or-
dres Général 29 du 28 octobre 1939, pour des fautes commises postéri-
eurement à l'armistice.

Il en est de même en ce qui concerne les cas des " voleurs
légers " dont la réintégration a été décidée sur notre proposition
A par M. le Directeur Général, au cours des derniers mois.

P. LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST
Signé : VIEL.

PA 1 Copie pour Arrond^t BRIVE

Prière de vouloir bien adresser le plus rapidement possible
au Bureau du Personnel PA1 les dossiers de sanction disciplinaire
visés au 1°

Ci-dessous les noms des agents visés en A et pour lesquels les
dossiers devront nous être également adressés :

Néant pour le 4ème A.M.T.

Paris, le 9 décembre 1944

Le Chef de la Division du Service Général
Signé : LACROIX.

Dépôts sauf : Brive Bergerac

Entretiens sauf : Puy-Imbert

41° S.E.

Copie au pt de Brive Bergerac

- Ent. Puy-Imbert

- postes de visite - 42° S.E.

- P.C. Limoges - Inspecteurs

IV-pl-
COPIE au dépôt de :
- à l'Entretien de :
- 41° Section Electrique

Pour m'adresser par retour du courrier
la liste nominative des agents dont les
cas sont à soumettre à cette Commission
en tenant compte du 1° ou un état complémentaire,
(ou état néant) demandées par lettre IV-pl- du 1er courant,

en tenant compte du 1° COPIE au dépôt de : BRIVE BERGERAC
- à l'Entretien de PUY-IMBERT

Pour m'adresser, s'il y a lieu un état complémentaire,
en tenant compte du 1° ou un état néant.

NOTA pour tous les établissements.
Les établissements qui ne n'ont pas encore adressé le
tableau (en 2 ex.) indiquant les comptes à rembourser
aux agents devront le faire de toute urgence.
COPIE au Poste de :
- à M. 42° S.E. P.C. LIMOGES

Brive, le 11-12-1944
L'INTERIEUR DEPT D'A.M.T.

S.N.C.F.

Région du Sud-Ouest
Services Administratifs

LL
29.12

PARIS, le 28 décembre 1944

Le Chef des Services Administratifs
à Monsieur le Chef du Service du Matériel et de la
Traction

- Suite à ma lettre du 22 décembre courant -

Il ne nous est parvenu depuis le 22 décembre qu'un petit nombre de dossiers de révocation et de radiation des cadres à soumettre à la Commission de révision des punitions.

En raison de l'intérêt qu'il y a à régler d'urgence les affaires de cette nature, je vous demande de bien vouloir insister auprès des Arrondissements pour un envoi rapide de ces dossiers qui devront nous parvenir d'ici le 10 janvier 1945, dernier délai. Les dossiers d'autres punitions devront nous être adressés dans les 20 jours suivants.

J'ajoute qu'il est inutile de faire envoyer les dossiers personnels des intéressés.

signé: VIEL.

PA.3 Copie pour A.M.F. à ORLÉANS, MONTLUCON, TOURS, ^{Brive} ~~PERIGUEUX~~, BORDEAUX,
TOULOUSE, BEZIERS

- Ateliers de TOURS, PERIGUEUX, BORDEAUX
- PS - M

avec prière de nous adresser au plus tard le 6 janvier les dossiers de radiation et de révocation, les autres s'étant adressés ensuite dans les 20 jours suivants.

PARIS, le 29 décembre 1944

LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL